

furrerhugi.



La petite enfance: une période décisive

RAPPORT

SESSION DE PRINTEMPS 2019

4 mars - 22 mars 2019

furrerhugi. ag

Schauplatzgasse 39 | CH-3011 Bern | T +41 31 313 18 48 | F +41 31 313 18 49
Schützengasse 4 | CH-8001 Zürich | T +41 44 251 01 43
Avenue de l'Université 18 | CH-1005 Lausanne | T +41 21 312 16 86
Corso Elvezia 16 | Casella postale 5607 | CH-6901 Lugano | T +41 91 911 84 89
45, Square Ambiorix | B-1000 Bruxelles | T +32 2 235 00 20

info@furrerhugi.ch | www.furrerhugi.ch

1 INTRODUCTION

La session de printemps 2019 a été relativement calme. On a observé que tant dans les milieux de gauche que dans ceux de droite, on est très libéral face à l'augmentation des dépenses, une attitude vertement tancée par le ministre des finances Ueli Maurer. Les manifestations organisées à l'échelle internationale sur le changement climatique ont, en Suisse également, donné lieu à de nombreuses interrogations pendant l'heure des questions et à de nouvelles interventions parlementaires.

Concernant la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance, trois objets importants ont été débattus au Conseil national. Les modifications de la loi fédérale sur les allocations familiales proposées par le Conseil fédéral ont été acceptées. Controversée, la modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (possibilité de déduction fiscale des frais de garde d'enfants par des tiers jusqu'à un montant de CHF 25'000) a été renvoyée au Conseil des États après quelques amendements par rapport au projet initial. La motion déposée par Christoph Eymann, porteur de la campagne READY!, a été acceptée par 199 voix contre 64 et transmise à la seconde chambre. La motion demande l'instauration d'un encouragement linguistique précoce à l'échelle nationale avant l'entrée à l'école infantine. À noter également que le postulat d'Yvonne Feri PS/SG demandant l'établissement d'un rapport sur la nécessité, l'utilité et le financement de centres familiaux a été classé. Quelques prolongements de délai ont été acceptés et certaines interpellations liquidées (cf. chapitre 2).

Dix-huit nouvelles interventions intéressantes pour READY! ont été déposées. À relever tout spécialement la motion déposée par l'ambassadeur READY! Adrian Wüthrich PS/BE, qui demande une loi-cadre pour un accueil extrafamilial d'enfants à l'échelle nationale qui favoriserait la compatibilité entre le travail et la vie familiale, l'égalité homme-femme et l'équité des opportunités pour les enfants. Par son postulat, Niklaus-Samuel Gugger PEV/ZH souhaite l'élaboration d'une stratégie appropriée et d'un train de mesures permettant un encouragement précoce efficace, ciblé et économiquement supportable. À cet égard, M. Gugger fait référence au rapport de la Commission suisse pour l'UNESCO pour une politique de la petite enfance. Le postulat de Barbara Gysi PS/SG demande l'établissement d'un rapport montrant comment mieux rémunérer les prestations des personnes apportant des soins infirmiers. Mentionnons également de nouvelles interventions portant sur des questions liées à la protection de la maternité et à la compatibilité entre travail et garde d'enfants dans l'administration fédérale (cf. chapitres 4 et 6).

Le 11 avril, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) débattit du rapport de la Commission suisse pour l'UNESCO « Instaurer une politique de la petite enfance - Un investissement pour l'avenir » et de l'étude « Sélectivité sociale » du conseil suisse de la science. La Commission du Conseil des États pour la sécurité sociale et la santé publique (CSSS-E) étudie actuellement les interventions en cours concernant le congé paternité (cf. chapitre 5).

2 OBJETS PARLEMENTAIRES TRAITES

* Les objets dans ces catégories sont supprimés dans l'aperçu.

Transmis au Conseil fédéral*

--

Adoption de la loi*

--

Transmis au 2e conseil

[18.050](#) Objet du Conseil fédéral: Prise en compte fiscale des frais de garde des enfants par des tiers

[18.091](#) Objet du Conseil fédéral: Loi sur les allocations familiales. Modification

[18.3834](#) Motion Christoph Eymann PLR/BS: Soutien linguistique précoce, avant l'école enfantine, pour faciliter l'intégration et l'obtention d'un certificat du secondaire II

Délai supplémentaire

[13.478](#) Initiative parlementaire Marco Romano PDC/TI: Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant

[16.414](#) Initiative parlementaire Konrad Graber PDC/LU: Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés

[16.423](#) Initiative parlementaire Karin Keller-Sutter PLR/SG: Libérer le personnel dirigeant et les spécialistes de l'obligation de saisie du temps de travail

Objets liquidés, retirés et sans décision du conseil*

[17.3091](#) Postulat Yvonne Feri PS/SG: Rapport sur la nécessité, l'utilité et les modalités de financement de centres pour les familles

[18.4167](#) Interpellation Liliane Maury Pasquier PS/GE: Interruptions de grossesse pour des raisons médicales à partir de la treizième semaine. Egalité de traitement

[18.4308](#) Interpellation Kathrin Bertschy PVL/BE: Participation au revenu et accueil extrafamilial pour les enfants handicapés

[18.4248](#) Interpellation Valérie Piller Carrard PS/FR: Participation aux coûts en cas de maternité. Réglementation toujours pas respectée par les assureurs?

[18.4122](#) Interpellation Yvonne Feri PS/SG: Plus d'informations pour mieux protéger les enfants

3 EXTRAIT HEURE DES QUESTIONS

[19.5076](#) Question Benjamin Roduit PDC/VS: Mère et adolescente. Une réalité en Suisse?

4 EXTRAIT DES NOUVELLES INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

[19.406](#) Initiative parlementaire Mathias Reynard PS/VS: Prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité

Article 336c alinéa 1 lettre c CO:

1 Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat:

c. pendant la grossesse et au cours des trente-deux semaines qui suivent l'accouchement

Développement: Différentes enquêtes récentes montrent qu'en Suisse, 10 pour cent des femmes sont licenciées après leur congé maternité. Cette tendance est en augmentation depuis quelques années. Cette situation est incompréhensible et choquante. Et la protection donnée par le droit du travail actuel n'est clairement pas suffisante.

[19.3190](#) Motion Adrian Wüthrich PS/BE: Loi-cadre visant à promouvoir à l'échelon national l'accueil extrafamilial des enfants afin de favoriser la conciliation entre famille et travail, l'égalité entre femmes et hommes et l'égalité des chances pour les enfants

Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer en collaboration avec les cantons et les communes un plan d'accueil extrafamilial national de qualité, coordonné et abordable, pour les enfants dès l'âge de trois mois, jusqu'à la fin de l'école obligatoire. Il proposera au Parlement d'adopter une loi de durée indéterminée qui entre en vigueur le 1er février 2023.

[19.3262](#) Postulat Niklaus-Samuel Gugger PEV/ZH: Geht es den Kindern gut, geht es der Schweiz besser

Der Bundesrat wird beauftragt, eine geeignete Strategie und ein Massnahmenpaket aufzuzeigen, mit welchen die weitgehend in Politik und Fachkreisen unbestrittene Förderung der frühen Kindheit zu Gunsten frühkindlicher Bildung, Betreuung und Erziehung, auch frühe Förderung oder FBBE genannt, wirksam, zweckmässig und wirtschaftlich umgesetzt werden kann. Dabei geht es darum den Bereich der Früherziehung und Beratung auf den Ebenen Bund, Kantone, und Gemeinden zu stärken und verbessern. Speziell in den Bereichen:

- Qualität der Berufe im Bereich Früherziehung und Beratung
- Integration fremdsprachiger Kinder insbesondere in Spielgruppen und Kindertagesstätten
- Koordination bestehender Angebote und die überregionale Zusammenarbeit
- Die wissenschaftliche Begleitung, Evaluation und Projektarbeit
- Ebenso soll aufgezeigt werden, wie Bund, Kantone und Gemeinden effizient und aufgabenteilig im Bereich FBBE zusammenarbeiten können

Begründung: Im aktuellen Bericht der schweizerischen UNESCO-Kommission vom 26. Februar 2019 wird betont, dass der Handlungsbedarf gross bleibt, trotz Studien und Förderprogrammen von Gemeinden, Kantonen, Bund, privater Initiativen und freier Stiftungen, die sich um bessere Rahmenbedingungen in der frühen Kindheit kümmern. Wenn es nicht gelingt eine kohärente Politik auf den verschiedenen staatlichen Ebenen unter Beizug der Zivilgesellschaft zu etablieren, dann würden

die bisherigen Massnahmen Flickwerk mit wenig Wirkung bleiben. Es braucht also eine Koordination auf Bundesebene und die dazu geeignete Strategie mit bisher fehlenden gesetzlichen Grundlagen zur Förderung der FBBE. Solide verfassungsmässige und gesetzliche Grundlagen auf Ebene Bund und Kantone müssen letztlich das Ziel einer Verankerung der Politik der frühen Kindheit sein.

[19.3054](#) Postulat Barbara Gysi PS/SG: Accorder plus d'attention à l'encadrement des personnes dépendantes

L'encadrement des personnes dépendantes, majoritairement effectué par les femmes, est extrêmement utile à la société. Le Conseil fédéral est chargé de rédiger un rapport indiquant comment l'encadrement des personnes dépendantes pourrait être mieux récompensé en Suisse et être ainsi reconnu à sa juste valeur. Il faut prendre en considération autant l'encadrement non rémunéré que les services rémunérés. Il convient de proposer des mesures qui permettraient, d'une part, aux professionnels d'être mieux rémunérés et, d'autre part, aux proches aidants d'être mieux pris en compte dans les assurances sociales, notamment la prévoyance professionnelle.

Dans son rapport, le Conseil fédéral doit montrer comment les augmentations de rendement réalisées dans d'autres domaines peuvent être adaptées dans le secteur de l'encadrement des personnes dépendantes - qui nécessite beaucoup de personnel - et comment ces adaptations pourraient contribuer au financement de ce secteur.

[19.3056](#) Interpellation Barbara Gysi PS/SG: Administration fédérale et possibilité de concilier travail et vie familiale
et

[19.3069](#) Interpellation Irène Kälin PES/AG: Réduction du taux d'occupation après la naissance d'un enfant pour les employés de l'administration fédérale

Seit 5 Jahren haben Bundesangestellte die Möglichkeit, im ersten Jahr nach der Geburt oder Adoption eines Kindes ihr Pensum um 20 Prozent zu reduzieren, wobei der Beschäftigungsgrad nicht unter 60 Prozent fallen darf (Art. 60a BPV). Und im Einvernehmen mit den Vorgesetzten kann die Arbeit ganz oder teilweise ausserhalb des Arbeitsplatzes erfolgen (Art. 33 VBPV). Die Vereinbarkeit von Beruf und Betreuungsaufgaben ist ein wichtiges Thema. Die beiden Interpellantinnen stellen Fragen hierzu.

5 OBJETS A TRAITER DANS LES COMMISSIONS

CSSS-N	04-05 avril	10.322 Initiative Cantonale de Berne: Pour l'introduction d'un congé rémunéré pour les parents d'enfants gravement malades
CSEC-N	11-12 avril	Rapport de la Commission suisse pour l'UNESCO: « Instaurer une politique de la petite enfance - Un investissement pour l'avenir » Etude du conseil suisse de la science: « Sélectivité sociale »
CSSS-E	15-16 avril	18.441 Initiative parlementaire du Conseil des Etats: Contre-projet indirect à l'initiative pour un congé de paternité 18.052 Objet du Conseil fédéral/initiative populaire: Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille. Initiative populaire
CER-E	02 mai	16.414 Initiative parlementaire Konrad Graber PDC/LU: Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés
CSSS-E	16 mai	18.444 Initiative parlementaire Andrea Caroni PLR/AR: Congé paternité. Utiliser les moyens à disposition 18.050 Objet du Conseil fédéral: Prise en compte fiscale des frais de garde des enfants par des tiers

6 NOUVEAUX OBJETS ET OBJETS EN COURS

Remarques

- Des interventions nouvelles de la session d'hiver sont écrites en italique.
- Souvent ils ne sont disponibles qu'en italien ou allemand.

- [19.406](#) *Initiative parlementaire Mathias Reynard PS/VS: Prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité*
- [19.3391](#) *Interpellation Aline Trede PES/BE: Kündigungsschutz während Mutterschaftsurlaub*
- [19.3373](#) *Motion Margret Kiener Nellen PS/BE: EO-Entschädigungen. Militärdienst und Mutterschaft gleich entschädigen*
- [19.3307](#) *Motion Jean-Luc Addor UDC/VS: Prise en charge complète des prestations relatives à la grossesse par l'assurance maladie obligatoire*
- [19.3262](#) *Postulat Niklaus-Samuel Gugger PES/ZH: Geht es den Kindern gut, geht es der Schweiz besser*
- [19.3190](#) *Motion Adrian Wüthrich PS/BE: Loicadre visant à promouvoir à l'échelon national l'accueil extrafamilial des enfants afin de favoriser la conciliation entre famille et travail, l'égalité entre femmes et hommes et l'égalité des chances pour les enfants*
- [19.3184](#) *Interpellation Karl Vogler PDC/OW: Begriff des Kindeswohls*
- [19.3177](#) *Interpellation Nadine Masshardt PS/BE: Kündigungen aufgrund Schwangerschaft und Mutterschaft in der Bundesverwaltung*

[19.3176](#) *Motion Nadine Masshardt PS/BE: Keine Kündigung in der Probezeit von Arbeitnehmerinnen in der Schwangerschaft und nach der Niederkunft*

[19.3175](#) *Motion Nadine Masshardt PS/BE: Stärkerer Schutz für Mütter bei missbräuchlicher oder ungerechtfertigter Kündigung*

[19.3080](#) *Interpellation Andrea Martina Geissbühler UDC/BE: Déductions fiscales pour la garde d'un enfant par des tiers*

[19.3070](#) *Motion Irène Kälin PES/AG: Instauration de la gratuité des prestations pendant toute la durée de la grossesse*

[19.3069](#) *Interpellation Irène Kälin PES/AG: Réduction du taux d'occupation après la naissance d'un enfant pour les employés de l'administration fédérale*

[19.3059](#) *Motion Mathias Reynard PS/VS: Prolonger la durée de protection contre le licenciement des femmes au retour de leur congé maternité*

[19.3058](#) *Motion Mathias Reynard PS/VS: Augmenter les sanctions en cas de licenciement des jeunes mères pour cause de maternité ou de grossesse*

[19.3056](#) *Interpellation Barbara Gysi PS/SG: Administration fédérale et possibilité de concilier travail et vie familiale*

[19.3054](#) *Postulat Barbara Gysi PS/SG: Accorder plus d'attention à l'encadrement des personnes dépendantes*

- [19.3027](#) Motion Bruno Walliser UDC/ZH: Des allocations familiales exonérées d'impôt
- [18.4252](#) Postulat Yvonne Feri PS/SG: Concilier travail au Parlement et vie professionnelle, familiale et politique
→ Conseil fédéral propose d'accepter (04.03.2019)
- [18.4342](#) Postulat Aline Trede PES/BE: Partage de postes exécutifs à la Confédération
→ Conseil fédéral propose de rejeter (20.02.2019)
- [18.4370](#) Postulat Irène Kälin PES/AG: Parlementaires absents pour cause de maternité, de paternité ou de longue maladie. Prévoir un système de suppléance
→ Conseil fédéral propose de rejeter (04.03.2019)
- [18.4390](#) Interpellation Sibel Arslan PES/BS: Perte des allocations de maternité pour cause de participation à une séance parlementaire
→ Discussion reportée (22.03.2019)
- [18.4372](#) Interpellation Irène Kälin PES/AG: Pourquoi les femmes enceintes ne sont-elles exemptées de la participation aux coûts qu'à partir de la treizième semaine de grossesse?
→ Discussion reportée (22.03.2019)
- [18.4061](#) Motion Maya Graf PES/BL: Les pauses d'allaitement rémunérées doivent être financées par le régime des allocations pour perte de gain
→ Conseil fédéral propose de rejeter (30.11.2018)
- [18.3994](#) Motion Benjamin Roduit PDC/VS: Accueil extra-familial des enfants et calcul salaire soumis à l'AVS
→ Conseil fédéral propose de rejeter (30.11.2018)
- [18.3891](#) Interpellation Martina Munz PS/SH: La Confédération, partenaire fiable des organisations qui se consacrent aux enfants et aux jeunes?
→ Discussion reportée (14.12.2018)
- [18.3834](#) Motion Christoph Eymann PLR/BS: Soutien linguistique précoce, avant l'école enfantine, pour faciliter l'intégration et l'obtention d'un certificat du secondaire II
→ Conseil fédéral propose d'accepter (21.11.2018)
→ Discussion reportée (14.12.2018)
→ Acceptation du Conseil national (21.03.2019)
- [18.444](#) Initiative Parlementaire Andrea Caroni PLR/AR: Congé paternité: utiliser les moyens à disposition
- [18.441](#) Initiative parlementaire CSSS-E : Contre-projet indirect à l'initiative pour un congé de paternité
→ CSSS-N Adhésion (20.09.2018)
- [18.091](#) Objet du Conseil fédéral: Loi sur les allocations familiales. Modification
→ Décision du Conseil national conforme au projet (19.03.2019)
- [18.052](#) Objet du Conseil fédéral: Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille. Initiative populaire
- [18.050](#) Objet du Conseil fédéral: Prise en compte fiscale des frais de garde des enfants par des tiers
→ CSSS-N Adhésion (13.11.2018)
→ Décision du Conseil national modifiant le projet (12.03.2019)

- [18.3257](#) Postulat Nadine Masshardt PS/BE:
Augmenter les places d'accueil
extrafamilial par un financement
partagé afin que les parents puissent
mieux concilier vie familiale et vie
professionnelle
→ *Conseil fédéral propose de rejeter*
(16.05.2018)
- [18.3256](#) Interpellation Irène Kälin PES/AG: Le
partage d'emploi pour des postes de
cadres et des mandats politiques au
sein d'exécutifs
→ *Discussion reportée* (15.06.2018)
- [18.3255](#) Interpellation Irène Kälin PES/AG:
Elus fédéraux absents pour cause de
maternité, de paternité ou de longue
maladie. Prévoir un système de
suppléance
→ *Discussion reportée* (15.06.2018)
- [18.3103](#) Postulat Nadine Masshardt PS/BE:
Fiscalité. Remplacer les déductions
pour enfant par des bonifications pour
enfant
→ *Conseil fédéral propose de rejeter*
(09.05.2018)
- [18.034](#) Objet du Conseil fédéral : Loi sur
l'impôt fédéral direct (imposition
équilibrée des couples et de la famille)
→ *CER-E Délibération suspendue*
(19.06.2018)
- [17.3500](#) Postulat Mathias Reynard PS/VS:
Evaluer l'impact du système scolaire
sur les inégalités
→ *Conseil fédéral propose de rejeter*
(23.08.2018)
- [17.412](#) Initiative Parlementaire Matthias
Aebischer PS/BE: Egalité des
chances dès la naissance
→ *CSEC-N: donné suite* (12.01.2018)
→ *CSEC-E: Adhésion* (14.05.2018)
→ *CSEC-N: Décision d'élaborer un
avant-projet d'ici l'été 2019*
(02.11.2018)
→ *CSEC-N propose de classer l'objet*
(22.02.2019)
- [16.318](#) Initiative cantonale Argovie: Abolition
de la pénalisation du mariage
→ *Conseil des Etats : Refusé de
donner suite* (26.02.2018)
→ *CER-N : donné suite* (25.02.2019)
- [15.434](#) Initiative Parlementaire (Kessler)
Thomas Weibel PVL/ZH: Octroyer le
congé de maternité au père en cas de
décès de la mère
→ *CSSS-E: Adhésion* (22.06.2016)
→ *CSSS-E: Adhésion* (30.08.2016)
→ *délai prorogé jusqu'à la session
d'automne 2020* (28.09.2018)
- [13.478](#) Initiative Parlementaire Marco
Romano PDC/TI: Introduire des
allocations en cas d'adoption d'un
enfant
→ *CSSS-N: donné suite* (21.01.2015)
→ *CSSS-E Adhésion* (27.03.2015)
→ *Délai prolongé jusqu'à la session
d'été 2019* (16.06.2017)